

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 21 – du 22 mai au 28 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : PÉNURIE ÉNERGÉTIQUE TOUS AZIMUTS EN IRAN

Détenteur des 2èmes réserves de gaz et des 3èmes réserves prouvées de pétrole brut, l'Iran n'en souffre pas moins depuis plusieurs années, durant les mois d'été et d'hiver, de pénuries de gaz, d'essence et d'électricité. De manière prévisible ce déficit énergétique, dont les causes sont bien connues mais que la gouvernance du pays n'est jamais parvenue à combler, s'est considérablement aggravé avec les frappes aériennes du printemps, qui en ont amplifié les effets dans tous les domaines.

S'agissant du gaz, la pénurie constitue un véritable paradoxe pour un pays qui partage avec le Qatar l'exploitation du plus grand gisement mondial, South Pars, lequel représente les 3/4 d'une production nationale avoisinant les 260 Mds m<sup>3</sup>. Évalué à 51 trillions m<sup>3</sup> – dont 15 trillions pour la partie iranienne - le potentiel de ce gisement off-shore équivaldrait à 19 % des réserves mondiales. Or avant même le conflit armé, la production de gaz était presque entièrement absorbée par la consommation nationale (250 Mds m<sup>3</sup> annuels), avec des pénuries régulières en hiver, période à laquelle tourne à plein le chauffage des bâtiments dans un pays dépourvu de programme d'isolation thermique. Soucieux d'honorer, pour des raisons politiques, ses contrats d'exportation vers la Turquie et l'Irak, l'Iran a par conséquent été contraint d'importer du Turkménistan le volume de gaz qui lui faisait défaut. Les frappes aériennes ont bousculé cet équilibre fragile. Outre la destruction d'usines de retraitement proche du site de South-Pars, qui devrait entraîner, jusqu'à leur réparation, une perte de production de 10 à 12 % à l'échelle nationale, 230 Mm<sup>3</sup> de stockage de gaz ont été détruits et plusieurs gazoducs endommagés. L'addition de ces ponctions sur le réseau gazier obère la capacité de l'Iran à honorer ses contrats d'exportation et réduit mécaniquement la production de ses centrales électriques, thermiques en grande majorité.

Pour l'électricité, à la perte de production imputable au manque de gaz s'ajoute la destruction de nombreux relais de transmission électrique, le déficit correspondant avoisinant les 12 GW et ramenant la production nationale aux environs de 65 GW pour une capacité installée de 85 GW (dont 72 GW provenant de centrales thermiques). Par ailleurs, il n'est pas anodin de relever que les pilotes israéliens ont également détruit deux stocks de panneaux solaires prêts à l'installation, pour une valeur de 2 Mds USD. Aussi les autorités iraniennes ont-elles programmé, à compter du mois prochain, des coupures de courant quotidiennes dont l'essentiel sera supporté par les sites industriels. Privant chaque mois les entreprises de plusieurs jours de production, ces coupures ne manqueront pas d'aggraver la situation d'industries déjà très impactées par les frappes aériennes (acier, pétrochimie, secteur pharmaceutique).

Quant à l'essence, du fait de la destruction d'une unité de raffinage proche de Téhéran et de plusieurs complexes de stockage, la production de carburant plafonne à 110 Ml/j, pour une consommation quotidienne variant 130 à 140 Ml. Cet écart inédit, qu'aggrave une contrebande massive de carburant aux frontières du pays, conduit le gouvernement à envisager une hausse sensible des prix à la pompe en dépit du risque social inhérent à ce type de décision (cf. émeutes sanglantes de 2019). Ces mesures contribueront à alimenter une dynamique inflationniste (+71 % en g.a., +140 % pour les produits alimentaires) qui a entraîné 40 % des Iraniens sous le seuil de pauvreté (20 % en 2018).

À ces trois pénuries s'ajoutent celle, structurelle car résultant d'une progression continue de la sécheresse, de l'eau. Moins impactés par les bombardements que les sites énergétiques, les barrages, puits et retenues d'eau en ont néanmoins souffert, alors que leur niveau avant même le conflit était historiquement faible. Globalement les réserves en eau de l'Iran seraient aujourd'hui inférieures de 50 % à ce qu'elles étaient au début du siècle, une évolution qui affecte de plus en plus sévèrement la production agricole du pays, le contraignant à importer un volume important de céréales alors même que ses réserves en devises sont au plus bas.

Service Économique de Téhéran

LE CHIFFRE À RETENIR

**250 Mds m<sup>3</sup>**

CONSOMMATION ANNUELLE  
DE GAZ EN IRAN

## RÉGION

### 1. PARTICIPATION DE DÉLÉGATIONS ÉGYPTIENNE, ISRAËLIENNE, LIBANAISE, PALESTINIENNE ET SYRIENNE AU SOMMET « NO MONEY FOR TERROR » À PARIS

La 5<sup>ème</sup> conférence *No Money for Terror*, qui a eu lieu le 19 mai 2026 à Paris, sur invitation du ministre français de l'Économie et des Finances, a rassemblé une vingtaine de d'organisations internationales et une cinquantaine d'États, parmi lesquels l'Égypte (sous-gouverneur de la banque centrale), Israël (chef de la délégation au GAFI), le Liban (gouverneur de la banque centrale), la Palestine (gouverneur de l'Autorité monétaire palestinienne) et la Syrie (ministre des Finances). Temps fort du volet « Finances » de la présidence française du G7 qui fait de la lutte contre la criminalité financière l'une de ses priorités, ce sommet s'est inscrit dans l'objectif plus large de stabilité internationale promu par la France. Les trois tables rondes ont permis d'aborder les sujets d'emprise territoriale, d'innovations financières et d'encadrement des pratiques, ainsi que de coopération internationale dans la lutte contre la criminalité organisée et son financement. Le premier des trois panels, sur le rôle de l'empreinte territoriale dans le financement des organisations terroristes, a permis d'aborder pour la première fois la question de la réintégration des territoires sortant d'une emprise terroriste dans le système financier international : le ministre syrien des Finances, Mohammed Yisr Barnieh, a ainsi détaillé la stratégie de la Syrie dans le relèvement et la reconstruction de ces zones. À l'issue de la conférence, les participants ont adopté une [déclaration conjointe](#) réaffirmant l'engagement collectif à lutter contre le terrorisme et son financement et fixant les priorités d'action pour les trois thématiques abordées.

## ÉGYPTE

### 1. AD PORT LANCE L'EXPLOITATION DES TERMINAUX DE CROISIÈRE ET DE FERRIES DANS PLUSIEURS PORTS ÉGYPTIENS

Le 19 mai, le groupe de logistique émirien AD Ports [a](#) [acté](#) le lancement de ses opérations de gestion de terminaux de croisière et de ferries de transports de passagers dans les ports égyptiens de Charm el-Cheikh, Hurghada et Safaga. L'exploitation de ces

infrastructures s'inscrit dans le cadre d'un accord de concession d'une durée de 15 ans, conclu avec l'Autorité égyptienne des ports de la mer Rouge. Cette prise de gestion s'inscrit dans la stratégie d'expansion du groupe dans la région et s'accompagne de l'ouverture d'une liaison de transports de passagers entre le port de Safaga et NEOM (Arabie saoudite), une nouvelle route maritime visant à renforcer la connectivité régionale en facilitant notamment les flux touristiques, ainsi que les flux de travailleurs saisonniers et de pèlerins. Ce déploiement s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan d'investissement du groupe en Égypte avec le développement et la gestion du terminal polyvalent Noatum Ports-Safaga (investissement estimé à 200 M USD), l'acquisition en novembre 2025 de près de 20 % du capital de la société Alexandria Container & Cargo Holding Company (un des principaux opérateurs portuaires dans le pays) et le développement de la zone industrielle et logistique KIZAD East Port Said, à proximité du canal de Suez.

### 2. APPEL D'OFFRES EN PRÉPARATION POUR L'EXPLORATION PÉTROLIÈRE ET LA MODERNISATION DU RÉSEAU D'EXPORTATIONS D'HYDROCARBURES

Le ministère égyptien du Pétrole prépare le lancement d'un [nouvel appel d'offres international](#) pour l'exploration pétrolière prévu au troisième trimestre 2026. Ce dernier couvrira une quinzaine de sites principalement dans les déserts occidental et oriental. Il fera suite à un appel d'offres lancé en novembre 2025 et toujours en cours pour la mer Rouge, dont la clôture est prévue fin juin 2026. Cette annonce s'inscrit dans le cadre de la stratégie visant à attirer 6,2 Mds USD d'investissements directs étrangers dans le secteur au cours de l'exercice 2026/2027. Dans cette perspective, l'EGPC (*Egyptian General Petroleum Corporation*) a acté un accord de 208 M USD avec *Capricorn Energy* et *Cheiron* afin d'étendre l'exploration dans la zone de Badr El-Din via un programme de 44 forages. En parallèle, le Ministère du pétrole prépare la mise en service, au second semestre 2026, d'un [oléoduc](#) reliant Alexandrie au terminal maritime d'El Hamra situé sur la façade méditerranéenne. Ce projet vise à maximiser la valeur de la capacité de raffinage nationale en augmentant les exportations de produits à plus forte valeur ajoutée, en particulier

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

l'essence et le diesel produits par la raffinerie MIDOR. La société *Petroleum Pipelines Company* et l'entreprise publique EGPC négocient actuellement un financement pour ce projet, dont le montant total est estimé entre 700 et 800 M EGP (13 à 15 M USD).

#### 3. MISE EN PLACE DE REDEVANCE FONCIÈRES POUR LES PROJETS TOURISTIQUES DE LA MER ROUGE

Le 18 mai, les autorités égyptiennes ont acté l'application de nouvelles redevances foncières s'élevant en moyenne à 700 EGP (environ 13 USD) par mètre carré pour les projets hôteliers et touristiques situés sur la façade maritime de la mer Rouge. Cette mesure s'accompagne d'une prorogation d'un an des délais d'achèvement accordée aux promoteurs. L'application de ce dispositif est strictement conditionnée au taux d'avancement des chantiers. Cette démarche s'inscrit dans le sillage de prélèvements similaires récemment introduits sur la côte Nord et dans les nouvelles agglomérations urbaines. Elle vise à optimiser l'utilisation des terrains, à relancer les projets à l'arrêt et d'augmenter les rendements financiers des actifs touristiques stratégiques du littoral. Pour rappel, la Mer rouge constitue aujourd'hui le principal pôle du tourisme balnéaire en Égypte et fait l'objet d'un important développement à travers plusieurs mégaprojets visant à renforcer le positionnement haut de gamme de l'offre hôtelière dont le complexe « Monte Galala Towers and Marina » à Ain Sokhna (1,1 Md USD) et la transformation de la péninsule de Ras Banas.

#### 4. LA BCE MAINTIENT SES TAUX DIRECTEURS POUR LE 4<sup>ÈME</sup> MOIS CONSÉCUTIF

Le 21 mai, le comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Égypte (BCE) a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés. Le taux de dépôt au jour le jour a ainsi été maintenu à 19 %, le taux de prêt à 20 % et le taux des opérations principales à 19,5 %. Cette décision, conforme aux anticipations du marché, reflète une approche prudente dans un contexte de tensions régionales persistantes et de pressions inflationnistes. La volatilité des prix de l'énergie, la hausse des coûts agricoles et les perturbations des chaînes d'approvisionnement continuent de peser sur les perspectives économiques de l'Égypte. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel a légèrement

ralenti à 5 % au premier trimestre 2026, contre 5,3 % au trimestre précédent.

#### 5. RÉDUCTION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE À 5,3 % DU PIB SUR LES DIX PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 2025/2026

Selon le ministère des Finances égyptien, le déficit budgétaire s'est établi à 5,3 % du PIB sur les dix premiers mois de 2025/26 (juillet à avril), contre 6,2 % un an plus tôt. Cette amélioration s'explique principalement par une forte progression des recettes publiques, en hausse de 36,8 % en glissement annuel pour atteindre 2 600 Mds EGP (49,7 Mds USD), portée par la dynamique des recettes fiscales (+29,4 % à 2 200 Mds EGP) ainsi que par la forte hausse des recettes non fiscales (+69,6 % à 454,3 Mds EGP). Dans le même temps, les dépenses publiques ont augmenté à un rythme plus modéré (+20,1 %), atteignant 3 700 Mds EGP. Le ministre des Finances, Ahmed Kouhouk, maintient son objectif d'un déficit budgétaire annuel autour de 6,1 % du PIB en 2025/26, avec une réduction visée à 4,9 % dès l'exercice suivant. Le gouvernement ambitionne également d'accroître les recettes fiscales de 745 Mds EGP en 2026/27 (+27 %), tout en affirmant vouloir éviter de nouvelles charges pour les ménages et les entreprises.

## IRAK

#### 1. LA PRODUCTION DE PÉTROLE DURABLEMENT AFFECTÉE PAR LE CONFLIT

D'après une étude de S&P Global, il faudrait à l'Irak environ 4 mois pour retrouver 80 % de sa production de pétrole d'avant-guerre. Le secteur pétrolier irakien est l'un des plus touchés par le conflit dans la région, en raison de l'extrême dépendance de l'Irak au détroit d'Ormuz et de capacités de stockage limitées. Aux niveaux actuels, 1,3 million de barils sont produits chaque jour contre 4,3 millions de barils avant le conflit. Sur ce total journalier, environ 300 000 barils sont exportés, principalement *via* la Turquie (200 000 b/j), ainsi que ponctuellement *via* des pétroliers autorisés à franchir le détroit, ce qui est intervenu au cours des dernières semaines en moyenne tous les 7 à 10 jours. S&P Global anticipe par ailleurs une hausse durable des coûts de production de pétrole en Irak, qui pourrait atteindre jusqu'à +15 % des coûts d'avant-guerre.

## **IRAN**

### **1. MONTÉE DU CHÔMAGE**

Les statistiques officielles de la RII révèlent une situation alarmante pour l'emploi. Aux 143 000 personnes qui percevaient déjà l'assurance chômage, se sont ajoutés environ 210 000 nouveaux demandeurs suite aux récents conflits et à la stagnation économique. Au-delà des données officielles, plusieurs membres du gouvernement et du parlement iranien évoquent 2 millions de licenciements résultant, directement ou non, des destructions occasionnées par les frappes aériennes du printemps. Des économistes indépendants estiment qu'à défaut d'un rebond économique – que seul un choc externe paraît en mesure de provoquer – le taux de chômage pourrait atteindre les 20 % à l'été 2026, exerçant une pression financière insoutenable sur les ressources de l'État. Il convient de rappeler que si l'on prend en compte les inactifs non-inscrits comme demandeurs d'emploi, le taux de chômage réel avoisine vraisemblablement les 50 %.

### **2. RÉTABLISSEMENT PROGRESSIF DE L'INTERNET**

Après 88 jours de coupure et de restrictions généralisées, le processus de rétablissement de l'Internet a été officiellement engagé en Iran. La décision, communiquée au ministère des Communications après plusieurs réunions d'un « Comité spécial d'organisation et de pilotage des réseaux virtuels », a été approuvée lors d'une séance à laquelle 11 des 15 membres étaient présents, avec 9 voix favorables. Les autorités ont annoncé que les premiers accès seraient rétablis dans les heures suivant l'adoption de la mesure, avec un reconnexion complète sous 24 heures. Cette décision intervient sous la pression des secteurs économiques les plus affectés par les restrictions d'accès. Selon plusieurs estimations, les pertes directes liées à la coupure d'Internet atteindraient 40 M USD par jour, tandis que les pertes indirectes s'élèveraient à 80 M USD par jour. Les conséquences ont été particulièrement lourdes pour les petites activités numériques, dépendant essentiellement d'Instagram, WhatsApp et Telegram. Les grandes plateformes ont également été touchées : des entreprises comme Digikala auraient subi une baisse sensible de leur chiffre

d'affaires, les conduisant à procéder à des réductions d'effectifs. Au-delà des pertes immédiates, la coupure a aussi fragilisé la confiance des investisseurs dans l'économie numérique. D'après le président de la commission de l'investissement de la CCI d'Iran, les coupures répétées d'Internet ont entraîné une chute brutale de l'investissement dans ce secteur. Pour le gouvernement, le rétablissement d'Internet vise à restaurer la stabilité, limiter les discriminations d'accès, soutenir les entreprises numériques et freiner les effets négatifs sur l'emploi.

### **3. PERSPECTIVES POST SANCTIONS**

Selon des analyses économiques émanant du centre de recherches du parlement iranien, en cas de levée des sanctions, trois secteurs pourraient devenir les moteurs de la croissance iranienne. Le secteur pétrolier et gazier pourrait voir sa production augmenter de 2 millions de barils par jour, générant 40 Mds USD de revenus annuels supplémentaires. Le secteur logistique (routes, rail, ports, aéroports) pourrait rapporter entre 8 et 13 Mds USD par an tandis que le tourisme, à l'arrêt depuis un an, pourrait connaître un essor majeur. Au total, ces secteurs pourraient ajouter 150 Mds USD au PIB iranien sur une période de 5 à 8 ans. Ces analyses paraissent très optimistes dans le contexte d'une baisse de croissance de 6,1 % en 2025 et 9,2 % anticipés pour 2026 (FMI).

## **ISRAËL**

### **1. LA BANQUE CENTRALE BAISSÉ SON TAUX DIRECTEUR À 3,75 %**

La Banque d'Israël a réduit son taux directeur de 25 points de base (à 3,75 %) lors de sa réunion du 25 mai. Il s'agit de la troisième baisse depuis novembre 2025, après un *statu quo* de près de deux ans à 4,5 % : une première réduction à 4,25 % en novembre 2025 puis une deuxième à 4 % en janvier 2026. Le Comité monétaire justifie ce nouvel assouplissement par le recul de l'inflation, la vigueur du shekel et la solidité des données macroéconomiques du pays. L'institution reste néanmoins prudente, évoquant une « incertitude géopolitique importante » et des risques de réaccélération de l'inflation, qui demeure proche du point médian de la fourchette cible (1 %-

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

3 %). Elle relève aussi la forte appréciation récente du shekel, en hausse de 8,3 % face au dollar et de 7,2 % face à l'euro depuis la dernière décision. L'appréciation du shekel s'est d'ailleurs poursuivie après cette décision, atteignant désormais 2,824 ILS pour un USD (au plus haut depuis juillet 1993) et 3,301 ILS pour un EUR (plus haut historique).

#### 2. L'ÉCART SALARIAL PUBLIC-PRIVÉ À 25 % EN 2025

En 2025, le différentiel de rémunération entre secteur public et secteur privé s'est établi à 25 %, contre une moyenne historique de 6 à 8 %. Cet élargissement résulte principalement du gel des revalorisations salariales dans le public, mis en œuvre comme instrument de consolidation budgétaire face au double choc de la pandémie et de la guerre, tandis que les salaires du privé poursuivaient leur dynamique haussière, tirés par les secteurs technologiques. Ce gel résulte de l'accord conclu en 2024 entre le ministère des Finances et la Histadrout, qui a dégagé une économie d'environ 5 Mds ILS en 2025 et 2,6 Mds ILS en 2026. Le différentiel reflète en partie une prime à la sécurité de l'emploi propre au secteur public, traditionnellement valorisée à quelques points de pourcentage. Son ampleur actuelle soulève toutefois un risque d'allocation : selon une note de Karnit Flug (Institut israélien pour la démocratie, ancienne gouverneure de la Banque d'Israël), la persistance de l'écart pourrait à terme dégrader l'attractivité du public et engendrer des tensions de recrutement, en particulier sur les segments à forte demande. Des travaux de la Banque d'Israël documentent déjà un écart de compétences croissant entre jeunes actifs des deux secteurs, imputable pour partie à l'érosion du salaire relatif public. Le gel doit expirer fin 2026, mais la dégradation du solde budgétaire et du ratio dette/PIB liée aux dépenses de défense pourrait justifier sa prolongation.

#### 3. RUPTURE DE CONTRAT AVEC SEMI SUR L'ÉLECTRIFICATION DU RÉSEAU FERROVIAIRE

Les chemins de fer israéliens (*Israel Railways*) ont annoncé le 20 mai la résiliation de l'intégralité du contrat les liant à l'entreprise espagnole SEMI (*Sociedad Española de Montajes Industriales*), filiale du groupe français Vinci, chargée de l'électrification du réseau ferroviaire. Le projet, doté d'un budget de 12,1

Mds ILS, avait débuté il y a une décennie et accusait un retard de six ans : l'achèvement, initialement prévu pour 2020, avait été repoussé jusqu'à mars 2027, échéance jugée elle-même irréaliste. Invoquant des « manquements répétés et non corrigés » de SEMI, la compagnie a indiqué que la résiliation prendrait effet sous quatorze jours et annoncé la saisie des garanties détenues, évaluées à plusieurs dizaines de millions de shekels. SEMI, qui avait déjà été dessaisie des tronçons de la ligne orientale et de la ligne 431 au profit des entreprises israéliennes Linum et Ben Ari, devrait pour sa part réclamer une indemnisation de plusieurs centaines de millions d'euros, somme qui serait acquittée par les caisses de l'État. À ce jour, l'infrastructure d'électrification est achevée sur 75 % des lignes en service.

## JORDANIE

#### 1. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2026

D'après les données publiées par le ministère des Finances jordanien, les dépenses totales ont atteint 2936 M JOD/ 4141 M USD sur le 1<sup>er</sup> trimestre (T1) 2026, dont 92 % de dépenses courantes. Les dépenses en capital auraient atteint 215,2 M JOD/303,5 M USD, soit une hausse de +30,9 % en glissement annuel (g.a.). En parallèle, les revenus domestiques ont connu une hausse de +1,6 % au T1 2026 en g.a., atteignant 2194 M JOD/3094 M USD. Cette évolution est le résultat d'une hausse des recettes non fiscales de +9,5 % en g.a., atteignant 613,8 M JOD. Les recettes publiques totales ont atteint 2214 M JOD/3122 M USD au T1 2026, en hausse de +2,3 % en g.a.

#### 2. SIGNATURE D'UN ACCORD DE FINANCEMENT AVEC LES ÉTATS-UNIS SUR LE PROJET NCP READINESS

Les États-Unis et la Jordanie ont signé un premier accord pour financer à hauteur de 78,2 M USD le programme *National Conveyor Project Readiness* d'adaptation du réseau de distribution d'eau. Ce programme, d'un montant total de 850 M USD, prévoit la construction de nouvelles infrastructures hydrauliques, réparties en 11 lots, afin d'absorber les volumes supplémentaires qui seront produits après la mise en service du National Conveyor. L'accord porte sur un financement de 69 M USD de la part des États-Unis et de 9,2 M USD du gouvernement jordanien.

## LIBAN

### 1. LES RÉSIDENTS DU LIBAN, CHYPRE, SYRIE ET TURQUIE BIENTÔT RELIÉS PAR FERRY

Annoncées il y a plus d'un an, les liaisons maritimes de passagers entre Chypre et le Liban reprendront officiellement à partir du 19 juin, après avoir été interrompues durant la guerre civile libanaise de 1975 à 1990. Le ferry, d'une capacité de 350 passagers et opéré par la compagnie Cedar Waves, reliera Larnaca au port de Jounieh en moins de trois heures, à des tarifs débutant à 200 USD l'aller-retour. Des dessertes vers les ports de Lattaquié (Syrie) et de Mersin (Turquie) seront également proposées, avec des prix compris entre 200 et 275 USD.

La réhabilitation du port de Jounieh, fermé pendant plus de 30 ans, a été menée par les autorités libanaises en coopération avec la Fondation Georges Frem. Sa remise en service devrait permettre d'attirer jusqu'à 100 000 touristes chypriotes par an au Liban d'après l'ONG. Cette perspective implique toutefois la mise en œuvre du projet, évoqué depuis 2019, d'élargissement de l'autoroute reliant Beyrouth à Jounieh, chroniquement congestionnée.

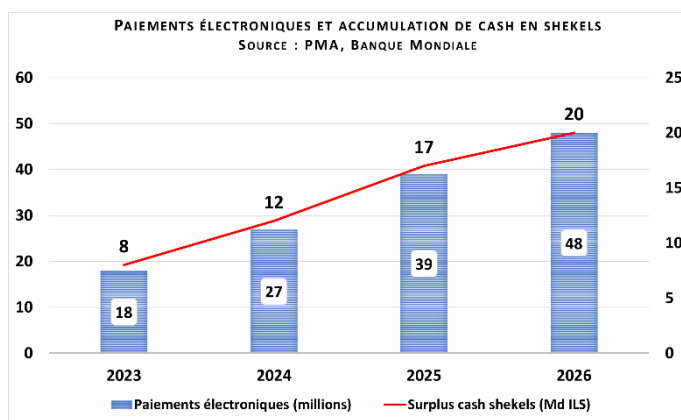
## PALESTINE

### 1. LA PMA ALERTE SUR UN NIVEAU CRITIQUE D'ACCUMULATION DE CASH EN SHEKELS DANS LES BANQUES PALESTINIENNES

La *Palestine Monetary Authority* (PMA) a récemment alerté sur un niveau critique d'accumulation de liquidités en shekels dans les banques palestiniennes, conséquence des restrictions persistantes sur les transferts de cash vers les banques israéliennes. Les banques palestiniennes font désormais face à d'importantes frictions de liquidité et à des risques croissants liés aux relations de correspondance bancaire avec Israël. Cette situation accroît les risques opérationnels et financiers pour le secteur bancaire palestinien, notamment en matière de gestion de liquidité, de stockage sécurisé des espèces et de financement du commerce extérieur. Dans son rapport économique publié en mai 2026, la Banque mondiale souligne que les renouvellements de garanties accordées aux banques palestiniennes

demeurent de très court terme et entretiennent une forte incertitude sur la continuité des paiements transfrontaliers.

Les autorités palestiniennes cherchent parallèlement à réduire la dépendance au cash en accélérant le développement des paiements électroniques et des transactions dématérialisées. La PMA encourage notamment le recours aux portefeuilles électroniques, aux applications bancaires mobiles et au système de paiement instantané « iBURAQ ».



### 2. LANCEMENT DE LA 2<sup>ÈME</sup> PHASE DU PROGRAMME « BADER »

La *Palestine Monetary Authority* (PMA) et le ministère palestinien du Travail ont lancé en avril 2026 la deuxième phase du programme « Bader », destiné à soutenir les travailleurs ayant perdu leur emploi en Israël, dans les colonies ou en Cisjordanie. Cette nouvelle phase mobilise une enveloppe supplémentaire de 40 M ILS, portant le montant total du programme à 70 M ILS. Le programme vise à financer la création ou le développement de petites activités économiques à travers des prêts accordés par les banques et institutions de crédit palestiniennes. Les bénéficiaires peuvent également accéder à des formations et programmes d'accompagnement entrepreneurial via la plateforme « Monshati ».

Cette initiative intervient dans un contexte de forte dégradation du marché du travail palestinien. Selon la Banque mondiale, le nombre de travailleurs palestiniens employés en Israël est passé de plus de 177 000 avant octobre 2023 à un peu plus de 50 000 fin 2025. Le chômage atteignait 27,5 % en Cisjordanie fin 2025 et près de 78 % à Gaza.

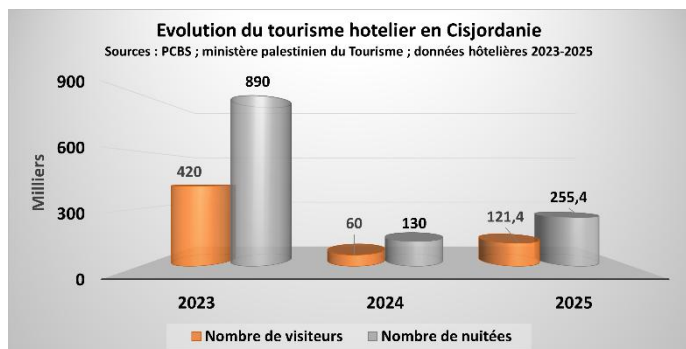
## BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

### 3. LE TOURISME DOMESTIQUE REPREND PARTIELLEMENT EN CISJORDANIE MALGRÉ LA CRISE DU SECTEUR

Le secteur touristique palestinien demeure fortement affecté par les conséquences du conflit, malgré une reprise partielle du tourisme domestique en Cisjordanie. Selon les dernières données publiées par le *Palestinian Central Bureau of Statistics* (PCBS), le nombre de visiteurs dans les hôtels de Cisjordanie a progressé en 2025 par rapport à 2024, porté principalement par le tourisme local et les visiteurs palestiniens venant des territoires de 1948.

Ramallah, Jéricho et Bethléem concentrent l'essentiel de l'activité touristique et hôtelière. Le secteur reste toutefois très inférieur à son niveau d'avant-guerre, en raison de l'effondrement du tourisme international, des restrictions de circulation et de la dégradation de la situation sécuritaire.

Les autorités palestiniennes cherchent à soutenir la reprise du tourisme intérieur à travers plusieurs initiatives locales et événements culturels, alors que le secteur touristique représentait avant la guerre une source importante d'emplois et de revenus pour plusieurs villes de Cisjordanie.



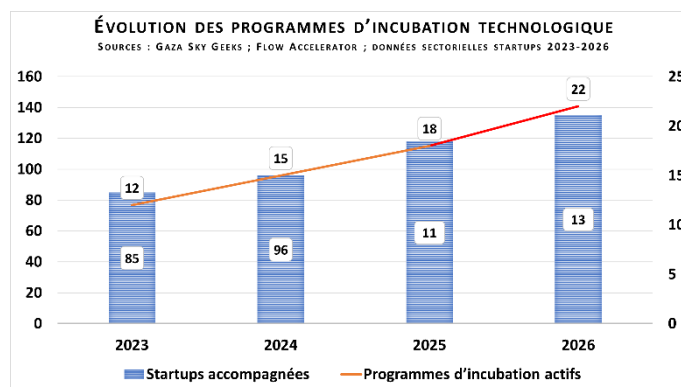
### 4. LES INCUBATEURS TECHNOLOGIQUES POURSUIVENT LEURS ACTIVITÉS MALGRÉ LE RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

Les incubateurs et accélérateurs technologiques palestiniens poursuivent leurs activités malgré le ralentissement économique et les perturbations liées au conflit. Plusieurs structures d'accompagnement, dont *Gaza Sky Geeks* et *Flow Accelerator*, ont récemment maintenu ou lancé de nouveaux programmes de formation et d'accompagnement destinés aux startups palestiniennes dans les secteurs du numérique, de la fintech et des services digitaux.

Les acteurs palestiniens de la tech cherchent notamment à soutenir les activités de *freelancing*, le

développement des compétences numériques et l'exportation de services informatiques, dans un contexte de contraction du marché du travail traditionnel. Plusieurs startups palestiniennes ont également participé récemment à des événements régionaux consacrés à l'innovation et aux technologies numériques dans le Golfe.

Le secteur technologique palestinien reste toutefois confronté à de fortes contraintes liées aux restrictions de circulation, aux difficultés de financement et aux perturbations des infrastructures télécoms, particulièrement à Gaza. Malgré ces difficultés, les acteurs du secteur continuent de considérer l'économie numérique comme un vecteur potentiel de résilience économique et d'insertion régionale.



## SYRIE

### 1. HAUSSE DU COÛT DE L'ÉNERGIE ET DE L'ALIMENTATION ET DÉGRADATION DES CONDITIONS DE VIE

Du fait de la hausse des coûts internationaux de l'énergie et les perturbations liées aux tensions régionales autour du détroit d'Ormuz, les autorités syriennes de transition ont décidé d'augmenter, début mai, les prix des carburants et du gaz domestique : le prix des dérivés pétroliers a ainsi augmenté de 17 à 30 %, tandis que le prix du gaz ménager a progressé de 19 %.

Cette décision a entraîné une nouvelle vague de hausse des prix dans les secteurs du transport, de l'alimentation, de l'industrie et du commerce de détail, aggravant davantage la crise du coût de la vie. Selon des responsables syndicaux et économiques, les coûts de production industrielle ont ainsi progressé de 20 à 30 %, tandis que ceux du secteur



## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

agricole ont augmenté de 10 à 20 %. Les prix de détail auraient, quant à eux, enregistré des hausses atteignant 30 %, accentuant la pression sur les ménages et réduisant davantage le pouvoir d'achat.

Pour l'alimentation, les autorités ont également réduit au début du mois de mai le poids du pain subventionné de 1 200 à 1 050 grammes tout en maintenant son prix officiel, ce qui équivaut à une augmentation indirecte de plus de 14 %. Depuis le début de l'année 2025, le prix réel du pain a ainsi fortement augmenté dans le cadre d'une politique progressive de réduction des subventions publiques.

Parallèlement, le gouvernement a confirmé l'application d'une hausse de 50 % des salaires des fonctionnaires à partir du mois de mai 2026. Cependant, cette augmentation demeure largement insuffisante face au coût de la vie : le nouveau salaire minimum dans le secteur public ne couvrirait ainsi qu'environ 16 % des dépenses mensuelles nécessaires.

Dans ce contexte, plusieurs observateurs estiment que la détérioration des conditions économiques pourrait freiner les investissements industriels et agricoles et pousser les entreprises à réduire les effectifs ou les salaires. Par ailleurs, des divergences sont apparues entre les chiffres officiels de l'inflation publiés par les autorités syriennes de transition et les

estimations d'organismes indépendants, suscitant des interrogations sur la fiabilité des données économiques officielles.

## 2. ENGAGEMENT CROISSANT DE CMA CGM DANS LE SECTEUR FERROVIAIRE ET LES PORTS SECS SYRIENS

Le groupe français CMA CGM a signé le 19 mai un protocole d'accord avec l'Organisation des chemins de fer syriens afin de réaliser une étude visant à relier le port de Lattaquié aux ports secs d'Alep, Homs et Damas par le réseau ferroviaire. Cette étude doit préparer un accord final portant sur l'exploitation de cette liaison ferroviaire stratégique.

En parallèle, CMA CGM a conclu un accord avec l'Autorité générale des ports et des douanes pour l'exploitation des ports secs situés dans les zones franches d'Adra et d'Alep. Le groupe a également annoncé l'extension de ses investissements dans les zones franches syriennes depuis le début de l'année 2025, notamment au poste-frontière de Nassib avec la Jordanie.

Ces projets visent à renforcer les infrastructures logistiques et à améliorer la connectivité commerciale du pays. Selon les autorités syriennes, la réactivation du transport ferroviaire contribuera à soutenir l'activité économique, réduire les coûts logistiques et limiter la consommation de carburant.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtrésor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtrésor.gouv.fr)